



Mahjoubi Aherdan.- ⵎⵓⵎⵉⵏⵉ, *Mémoires* (Paris: Éditions du Regard, 2013-2014). 3 volumes: 1942-1961, 1961-1975 et 1975-1991.

Son autobiographie commence en 1942, en pleine guerre mondiale, alors qu’il était soldat de l’armée française, et se conclut à la mort de Hassan II en 1999. Au long de plus de mille cent pages, l’auteur est clair vis-à-vis de sa position contre la colonisation, bien qu’il fut alors caïd au service du Protectorat; son engagement dans la Résistance; ses services à la monarchie au début de l’indépendance; son rôle comme ministre fidèle; ses heurts contre d’autres partis et contre divers conseillers royaux ou les favoris du souverain; sa dissidence envers les avatars du régime, en choc frontal avec ceux qui faisaient et défaisaient au nom du roi. Hassan II arriva à le considérer comme “mousquetaire du roi,” puisqu’il consacra son action à la défense à outrance de l’institution monarchique. Malgré tout, Aherdan a souffert de marginalisation, a été frappé d’ostracisme au long de diverses étapes de sa vie, par les manœuvres des favoris tels Ahmed Réda Guédira et Driss Basri, qui réussirent à l’éloigner du roi sans pour autant mettre en cause sa fidélité envers la personne du monarque. Mettre en lumière la face cachée du régime est d’emblée le premier mérite de l’ouvrage d’Aherdan.

Durant les six décennies que parcourt le livre, le ton de la dénonciation est toujours présent: contre les déviations et les ambitions du parti unique de l’Istiqlal et de l’UNFP, qui ont conduit à l’élimination physique de leurs opposants; contre l’instrumentalisation de son parti pour la survie d’autres; contre les décisions irréfléchies du roi; contre le climat de corruption qui a conduit aux deux coups d’Etat et qui ne cessa pas tout au long de son règne; contre la frivolité de ceux qui exerçaient le pouvoir au bénéfice de leurs intérêts; contre la cécité coupable du premier responsable qui ignore les avertissement répétés d’Aherdan, entre autres, et que ce dernier rapporta

dans son ouvrage accompagnés de la transcription des lettres adressées au souverain.

Il y a, cependant, dans l'ouvrage, des lacunes importantes, des moments cruciaux sur lesquels il passe sans prendre la peine de les citer, comme les soubresauts de 1965, 1981 ou la mort de Dlimi. Ne s'agissant pas d'une histoire du Maroc mais d'une autobiographie, il faut être un peu connaisseur de la vie d'Aherdan, sinon l'ouvrage risquerait d'être cryptique pour un lecteur qui ne connaît pas à fond les dessous de cette histoire. Le ton franc du livre lui permet d'aborder des sujets tabous comme l'affaire du Sahara, sur laquelle, par patriotisme, il se montre très critique, et fait de l'ouvrage un témoignage d'exception sur un règne où peu se sont aventurés à donner leur point de vue.

Premier volume de Mémoires, 1942-1961

Les mémoires d'Aherdan commencent, tel que dit plus haut, en 1942, sur les fronts de la Tunisie et d'Italie, où Aherdan fut blessé et décoré pour ses actions de guerre. Homme d'armée, discipliné et orgueilleux de son origine berbère et marocaine, il fait état, dès les premières pages, de sa fidélité au Sultan, à qui il a voulu offrir la mitrailleuse d'un prisonnier fait en Tunisie, au Djebel Selsouf, comme symbole du combat qui devait se mener pour libérer son pays des Français (I, 17-19). Il décrit son refus à seconder la manœuvre en faveur du Glaoui et contre le Sultan, ce qui lui vaudra la suspension de ses fonctions comme caïd en 1953 (I, 102), à la veille de l'exil de Mohammed Ben Youssef.

Bien que tout ce processus soit narré dans tous ses détails, il y a une énorme lacune entre août 1953 et mai 1955, précisément les années de la résistance. Mise à part la référence au fait qu'il a été capté par le Conseil de la Résistance et par Abdelkrim Khatib (I, 117), il n'y a pas de référence sur son rôle et ses actions durant toute cette période. La résistance (ou l'opposition) civile et citoyenne n'est même pas abordée.

Ce n'est pas un hasard. Le conflit avec l'Istiqlal est présent tout au long de ces *Mémoires*. Ce parti est cité pour la première fois à Paris, en 1955, dans un scénario d'hôtels les plus luxueux, négociant "autour d'une table de bar, comme à la sortie d'un western" (I, 124). Ses dirigeants sont disqualifiés: Abderrahim Bouabid parce qu'il assimilait les membres de l'Armée de Libération qui ont risqué leur vie à des "terroristes" (I, 145); Ahmed Balafrej par son "air de dédain qui lui était coutumier (...), sûr et certain que l'héritage du combat en cours leur reviendra naturellement" (I, 127).

La querelle avec l'Istiqlal prend la forme d'une accusation personnifiée en Mehdi Ben Barka, "spécimen le mieux rompu aux manœuvres politiques"

(I, 133), homme *étonnant*, “capable de tous les retournements, intelligent, fonceur, farceur” (I, 136).

L’opposition entre les “centaures primitifs” –métaphore employée par Abderrahim Bouabid pour désigner à Edgar Faure des personnages comme Aherdan (I, 145)– et les “boutiquiers politiques qui de tout font commerce” (I, 147) –définition d’Aherdan des istiqalaliens–, est continuellement soulignée dans le livre. Aherdan dénonce ceux-ci comme complices des intérêts coloniaux, parce que, d’après lui, ils voulaient retarder le retour du Sultan afin de s’assurer, lors des négociations avec la France, des institutions qui leur conviennent ou leur permettent un jeu politique avantageux. Aherdan cache derrière sa foi radicale en le Sultan, en exigeant avant tout son retour de l’exil, sa méfiance envers ceux qui, comme l’Istiqlal, avaient une stratégie bien calculée. Dans le premier volume des *Mémoires* rien ne fait penser que derrière les jeux de tribu, localisés dans des zones déterminées du Maroc, la résistance avait une stratégie à dimension nationale et coordonnée à long terme. De là l’impression de déconnexion entre les trois pôles qui œuvraient pour l’indépendance: l’Armée de Libération (ALM), l’Istiqlal et le Trône.

Dans les *Mémoires*, le rôle que joua la zone Nord comme refuge et pour le nationalisme urbain et pour la guérilla n’apparaît pas clairement, bien qu’Aherdan cite en passant les “relations privilégiées avec” l’Espagne (I, 190) et l’asile tétouanais de Khatib “non pour fuir mais pour résister” (I, 119).

La fidélité d’Aherdan envers Mohammed V, “maître incontesté des cœurs,” ne l’empêche pas de juger ce qui pour certains constituait sa “faiblesse” ou sa fragilité, qui rendait difficile son pouvoir “d’exercer pleinement ses prérogatives de chef,” laissant le champ libre à l’Istiqlal pour “légitimer ses crimes et ses méfaits” (I, 207).

La rancune contre l’Istiqlal s’exacerbe chez Aherdan après l’indépendance. L’assassinat de Abbès Messaadi (I, 208) marque le point culminant, devenant la bannière pour manifester son opposition.

L’épisode de la révolte du Rif de 1958 est pour Aherdan une révolte armée contre l’Istiqlal (I, 234). Mais ses excès, l’“équivoque sans nom” quand certains criaient “Vive le Roi” luttant paradoxalement contre les FAR, le réveil de sentiments républicains chez d’autres, lui semble inacceptables et expliquent, à son avis, la férocité du combat du prince héritier. Le gouvernement *unfpiste* de Rabat a vu, selon Aherdan, l’affaire du Rif uniquement sous l’angle du social, incapable de comprendre le fond identitaire du problème (I, 252).

Pour Aherdan, en revanche, “Le Rif! [est] un monde à part, partie intégrante du peuple et de la nation mais qui, dans sa singularité, rêvait et rêve encore de plus de considération tout autant qu’en rêvent d’autres contrées du royaume” (I, 252).

Cependant, l'épisode d'Ifni de 1957-58, n'a pas d'importance pour Aherdan, il est passé sous silence dans son récit.

Les "collaborateurs machiavéliques" du Trône, personnifiés dans la figure de Réda Guédira (I, 206-7), critiqué par sa "suffisance et ses tics de citadin" (I, 269), méritent pour l'auteur une mention spéciale. Dans son conseil au prince, Guédira représente une tendance mal concertée avec les conseillers de Mohammed V, comme Mohamed Aouad, contribuant à un climat entaché qu'Aherdan décrit comme sans contrôle dans les derniers temps du règne de Mohammed V, l'héritier ayant les rênes du gouvernement.

"Mousquetaires des bonnes causes," comme les appelait Mohammed V, Abdelkrim Khatib et Aherdan créèrent le Mouvement Populaire (MP) en septembre 1957 (I, 218) pour s'opposer aux ambitions exclusivistes du parti de l'Istiqlal, ce qui coûtera à Aherdan le poste de gouverneur de Rabat sous le regard impuissant mais complaisant du monarque, qui louera son patriotisme et sa fidélité lors de la prise de possession de son successeur. (I, 219).

Le MP passera ainsi à une semi-clandestinité en attente de resurgir à d'autres moments clés. Mais les *Mémoires* disent peu sur son organisation, en dehors de quelques fidèles embarqués dans le projet uniquement par engagement personnel envers Aherdan, sans plus d'idéologie que la défense de l'authenticité, du coutumier, de la tradition, ce qui les liait au monde rural et à quelques uns de ses notables.

Le premier volume se clôt sur la mort de Mohammed V et le sentiment de désolation qu'il laissa dans le pays.

Second volume des Mémoires, 1961-1975

Le second volume comprend les années de l'accession au trône de Hassan II jusqu'à la Marche Verte. La première décennie, marquée par les deux coups d'Etat, est décrite par Aherdan comme dominée par la corruption. Coups d'Etat que l'auteur perçoit comme une réaction à cet état de malaise où le roi vit enfermé "dans le cercle étroit de son entourage" (II, 257), "lui-même prisonnier du système" (II, 261). C'est envers cet *entourage* que vont les principales critiques d'Aherdan. Guédira est présenté comme "le grand danger pour la monarchie" (II, 59), selon Aherdan lui-même qui en avertira Hassan II, mais il n'épargne pas les critiques contre l'Istiqlal dans ses deux branches, pour ses pratiques de chantage et de "politique d'épiciers qui n'arrivaient pas à écouler la marchandise" (II, 57). C'est ainsi qu'il traite les *Mehdistes* et *Bouabidistes*.

Il est évident que le livre n'est pas un ouvrage d'Histoire du Maroc mais l'autobiographie d'un de ses protagonistes, dicté par la subjectivité. C'est ce qui explique que dans ces *Mémoires* il y a des absences ou silences, ou des épisodes amplifiés ou amoindris, qui par contre sont racontés de manière

très différente dans d’autres récits. Par exemple, la rédaction de la première constitution en 1961-62 est narrée comme s’il s’agissait d’un grand débat national entre les forces vives, mais il évite l’exclusion de l’UNFP dans ce débat, abandonné par le gouvernement une année avant, ce qui, d’après les différentes versions, dénatura l’opération constituante de Hassan II. Aherdan ne parle pas de la célèbre “clause Guédira” concernant *Amir al Mouminin*, bien qu’il cite El Fassi et Khatib comme étant les inspirateurs, qui “tenaient à mettre en exergue le côté islamique de l’État marocain” (II, 51). A ce propos, face à la proposition d’Allal El Fassi de définir dans la constitution l’arabe comme “langue nationale,” Aherdan prévient le monarque: “si vous ne voulez pas avoir d’histoire, il faut s’en tenir à officielle” (I, 52). En insistant auprès du roi de l’aspect sensible du sujet linguistique, il assure dans ses *Mémoires* d’avoir dit ceci: “Je voudrais aussi que l’on parle du tamazight et qu’il soit enseignée au même titre que l’arabe afin qu’il soit dit: ‘C’est la langue nationale’” (I, 53).

Les élections de 1963, où le MP “s’était fait embarquer” (II, 76) dans l’opération du Front pour la Défense des Institutions Constitutionnelles (FDIC), ainsi que la constitution du FDIC elle-même, sont vues comme obéissant à la “volonté du souverain,” comme “un accroc à la démocratie, une fuite en avant sur un chemin qui ne menait nulle part” (II, 78). La défaite électorale d’Aherdan à Khénifra est présentée comme le résultat de “magouilles” et du “bon travail de sape” du super caïd de la région.

La guerre des Sables apparaît sous un angle singulier. Le conseil des ministres a soulevé la question d’organiser des discussions avec les Algériens sur le sujet des frontières héritées de la colonisation. Guédira et Balafrej n’étaient pas partisans, ils préféraient attendre. Aherdan par contre croyait qu’il ne fallait pas faire traîner un problème comme celui-là. Une rencontre à Oujda au plus haut niveau proposée par Ben Bella n’a pas eu lieu et ce que certains appelaient le “complexe algérien” finit par éclater dans des affrontements militaires qui se sont mal conclus (II, 96). Aherdan, qui, en tant que ministre de la Défense, aurait voulu mobiliser les populations frontalières en faveur d’un retour au Maroc des territoires disputés, regretta de n’avoir pas saisi l’occasion pour récupérer Tindouf (II, 101).

Un épisode aussi important dans l’histoire marocaine comme l’enlèvement de Ben Barka se réduit dans le livre à quelques interrogations (II, 138) où il essaye de disculper le roi et de transformer l’épisode en un ajustement de comptes entre clans.

A propos du Moyen-Orient, Aherdan le qualifie de “monde différent du mien dans ses réactions, ses manœuvres et sa logique” (I, 149), quand il raconte une visite au Caire pour une réunion à la Ligue Arabe en mars 1966. Son observation des assistants, intéressés uniquement à “faire semblant”,

tandis qu'ils lançaient des slogans et simulaient rédiger des communiqués à "allure magnifique" (I, 152), le poussera à une réflexion de fond sur l'inutilité d'une participation marocaine dans un corps expéditionnaire pour une action contre Israël, réflexion qui ne sera pas prise en compte par Hassan II qui décidera d'envoyer des troupes au Moyen-Orient. Les *Mémoires* montrent l'amertume d'Aherdan devant un roi incapable de "mettre un terme à la gangrène de ceux qui l'entourent, interprètent, conseillent, agissent en son nom" (I, 153).

Une certaine tension couve entre lui et le monarque qui, pour gagner la faveur d'Aherdan, lui promet toujours d'établir une chaire de berbère, laquelle chaire ne verra jamais le jour. On en est presque à la rupture. Il présente sa démission du ministère de la Défense (II, 180) en mars 1967, mais celle-ci sera toujours reportée par fidélité au roi. Les raisons de son mécontentement se trouvent dans la "pagaille généralisée" (II, 182) qu'il observe dans la gestion du pays, entre les mains d'irresponsables" (II, 164), avec un roi, comme on l'a vu plus haut, "prisonnier du système." Benhima signalera la responsabilité de "Sa Majesté même, qui a enrichi ce monde, à commencer par les officiers" (II, 311).

C'est cette ambiance qui mènera aux coups d'Etat qu'Aherdan voit comme la "conclusion de tout un comportement" (II, 339), comme la réaction à un monde où les "salopards" étaient "légion" (II, 264-5), où la corruption était presque la norme.

Voici la raison de sa particulière lecture des coups d'Etat : il se plaint des exécutions sommaires, sans jugement, des enterrements sans droit à la prière des morts, comme celui d'Oufkir, dont la version officielle, que lui questionnait, était qu'il s'était "suicidé." Mais sa mort, d'après Aherdan, est due "pour avoir cru au système et pour avoir cessé d'y croire" (II, 341). Il ne sera cependant pas indulgent avec la femme du général, "qu'elle a tant de fois ridiculisé" (II, 341) et n'écrira pas un mot sur son terrible enlèvement et sa détention de vingt ans avec sa famille.

Le second volume se termine sur la préparation de la Marche Verte, l'antichambre des missions des leaders des partis pour expliquer la position du Maroc sur sa relation au Sahara. Aherdan voyagera en Afrique (Ouganda, Kenya, Tanzanie, Zambie et Nigeria), l'Afrique anglophone, accompagné de l'interprète El Baqqali. Cette répartition des rôles, en fonction des compétences attribuées par le souverain, prétendait contribuer à donner l'impression d'une union nationale sacrée autour d'une cause principale. Mais la réflexion d'Aherdan est plus profonde: "Le roi alignait des têtes sans pour cela prendre la peine de fouiller plus avant, au point d'avoir en face de lui un front hétéroclite composé d'éléments perturbés tout en faisant croire à la solidité de notre union" (II, 394).

L'itinéraire africain permettra à Aherdan de connaître de près l'image de son pays dans le continent. Ses impressions sur des hommes politiques tel Idi Amin Dada qui, "à force de volonté ou peut-être même de cruauté, avait su s'élever au rang de chef d'État" (II, 385), son ambigu échange avec le ministre des Affaires Etrangères du Kenya à propos de l'africanité ou berbéricité des Canaries (II, 387), l'inquiétude de tous ses interlocuteurs de différents pays à propos du rôle de la Mauritanie et de l'Algérie dans l'affaire du Sahara, ainsi que des commentaires sur les espaces naturels africains et leurs habitants qu'il a pu voir, composent une frise intéressante sur laquelle Aherdan présenta son "Compte rendu à Sa Majesté" (II, 392).

Entretiens, en attente d'un sommet arabe duquel "on attendait tout (...), soleil et pluie, erreur et sagesse, paradis et enfer, englués dans le magma d'un monde qui se moquait de lui-même" (II, 399), Aherdan exprime sa plainte devant la confusion du Maroc qui se prend pour "l'épicentre du Moyen-Orient, au lieu de s'intéresser à l'Afrique, qui ne demandait qu'à être un allié historique du Maroc."

Troisième volume des *Mémoires*, 1975-1999

Sa vision du problème du Sahara s'éloigne un peu de l'unanimité officielle. Non pas parce qu'il la contredit, mais par la critique qu'il en fait dans le troisième volume qui démarre en 1975: il l'impute à "nos erreurs passées [qui] permirent à la nation occupante de renforcer sa position sur le plan politique" (III, 16), à la politique menée pendant les vingt années qui précédèrent cette date, "vingt années de perdues" où le Nord et le Sud ont vécu isolés (III, 19). Il reconnaît les erreurs de départ, comme la nomination de Bensouda comme premier gouverneur du Sahara, "dont la faconde ne pouvait saisir absolument ni la finesse ni la portée de la manière des Sahraouis qui peuvent prendre pour une indécatesse même une louange," ou le fait d'avoir favorisé "un embryon de révolte" ainsi que "l'exode vers Tindouf au lieu de le freiner" (III, 63). "La Marche, dira-t-il, au lieu de nous projeter dans ce qui était attendu d'elle, la récupération de notre souveraineté sur notre terre, s'était transformée en guerre de positions" (III, 64). L'attitude contraire de l'Algérie fut une conséquence des fautes du Maroc. La Marche Verte, "louable" dans son action, "avait ouvert la porte à tous les malentendus. Elle permit à des crapules de s'enrichir, à des vipères de faire peau neuve, à la politique des *Guédiristes* de trouver des prétextes" (III, 347).

Ce troisième volume, qui arrive jusqu'à 1999, à l'avènement du nouveau roi, narre surtout le processus de marginalisation par les favoris du roi dont il souffrira, et parmi lesquels il situe en premier lieu Driss Basri. Il s'attarde sur la création artificielle de nouveaux partis "sous la houlette du ministère de l'Intérieur" (III, 203), comme le Regroupement National des Indépendants, RNI (III, 114), l'Union Constitutionnelle, UC (III, 246), ainsi

que les manœuvres provoquées au sein du MP afin d'isoler son fondateur au point de le bouter hors du parti (III, 273, 348).

Aherdan s'aperçoit que l'ambiance est devenue tendue, qu'il ne faut pas dire certaines choses en présence des favoris (III, 187), il décrit comment se fabrique une politique à l'image du Ministère de l'Intérieur qui fait et défait les choses, invente des provinces pour mieux contrôler, confectionne les élections (III, 227), et manipule toujours (III, 233).

La plume d'Aherdan est prudente face à des faits déterminés. Sur les révoltes du Nord en 1984, desquelles il dira que le prix du pain n'en fut qu'un prétexte, mais sans avancer de solutions à la question plus profonde de la dignité, il évoquera, sans le commenter, le discours royal qui confronta le roi aux Rifains après les avoir appelés "apaches" (III, 256). Une visite peu après au Rif et à Tétouan lui permettra de constater que c'est la région "mal aimée" du Maroc (III, 259).

La trahison de Mohand Laenser, orchestrée par l'Intérieur, l'a éloigné du roi, mais n'a pas affaibli sa fidélité. Il a attendu le moment du retour, avec la création du Mouvement National Populaire (MNP), pour montrer qu'il n'a jamais été "ni lâche ni traître" (III, 423). Il ne s'est pas laissé acheter par des fausses promesses, comme le ministère des Anciens Combattants qui prétendait encadrer 100.000 soldats après le référendum au Sahara (III, 425), avec lequel on tenta de lui faire avaler le rapprochement du monarque avec la *Koutla* et sa participation au gouvernement de l'Alternance.

De la déclaration de Youssef au Parlement, il souligne "un changement palpable, une ouverture qu'il faudrait concrétiser," mettant en relief les soucis des "ruraux et berbères," particulièrement "le fait Amazigh, les terres collectives, le Crédit agricole, la protection des forêts et, ma foi, la misère généralisée qui prévalait dans les campagnes" (III, 436). Une nouvelle ère s'ouvrirait "pour redresser les choses" mais il constatera, encore en 2011, quand il complétait la rédaction de ses *Mémoires*, qu'"elles ne l'étaient pas encore" (III, 434).

Le troisième volume, comme les deux autres, est une défense à outrance du berbérisme, cause centrale dans la vie d'Aherdan, sa lutte perpétuelle pour le réhabiliter dans l'enseignement, la presse, la politique. Son fils Ouzzin continue son combat et sera même incarcéré dans les années quatre-vingt pour avoir édité une revue qui paraissait à contre-courant du processus d'arabisation que Hassan II a cautionné alors qu'il traînait pour la création d'un Institut (l'Institut Royal de la Culture Amazighe, IRCAM, ne sera fondé qu'en 2002 par son successeur) ou la chaire de berbère tant de fois promise à l'auteur de ces *Mémoires* par le monarque.

Le livre se termine par les cérémonies de l'accession au trône de Mohammed VI et par une évocation de l'éclipse solaire d'août 1999 qui révélait, aux yeux d'Aherdan, combien vivants sont encore au Maroc les charlatans qui mélangent religion et superstition (III, 455).

Bernabé López García

Universidad Autónoma de Madrid

(Trad. de l'espagnol: Cecilia Fernández Suzor)